

Lexique

Voici un lexique présentant quelques notions clés en lien avec l'Éducation à la citoyenneté mondiale :

Citoyen

Celui qui appartient à une cité, en reconnaît la juridiction, est habilité à jouir, sur son territoire, du droit de cité et est astreint aux devoirs correspondants ». (Le Petit Robert, 1995, p. 383) :

Citoyenneté

Selon Marzouk, Kabano et Côté (2000), la citoyenneté se définit par six dimensions. La citoyenneté renverrait à:

« Un cadre démocratique où les droits humains (droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels) sont respectés et où existent, entre autres, des institutions et des instruments politiques et juridiques pour les garantir; des responsabilités civiles, politiques, économiques et sociales, qui ne sont que des obligations de la citoyenne ou du citoyen envers sa communauté d'appartenance; la participation de chaque citoyenne et citoyen au façonnement de sa communauté à travers divers contextes d'implication sociale et politique; l'appartenance à une communauté politique large ou petite à laquelle chaque citoyenne ou citoyen s'identifie et dans laquelle elle ou il s'engage et partage, avec les autres membres, les finalités poursuivies par cette même communauté; des valeurs communes privilégiées par la communauté dans laquelle les citoyennes et les citoyens évoluent; une situation de paix où la résolution pacifique des conflits est valorisée et la violence évacuée » (p.28-29).

Le concept de citoyenneté a fortement évolué au fil du temps. Premièrement défini par son trait politique, l'accent est, aujourd'hui, davantage mis sur la participation, l'autonomie de la personne et la société civile. Au XVIII^e et XIX^e siècles, déjà, pour Jean-Jacques Rousseau et Georg Wilhelm Friedrich Hegel, « être citoyen, ce n'est pas seulement coexister pacifiquement avec d'autres sans les opprimer ni les léser [...]. C'est vouloir partager avec eux des valeurs, des conceptions, un projet, des entreprises communes ; c'est, par conséquent, se sentir concerné par toute divergence, tout différent d'appréciation et d'évaluation, dès lorsqu'ils touchent la communauté entière, afin de les résorber » (Galichet 2002, 109).

D'après le philosophe François Galichet, « Ce qui, en définitive, caractérise mon concitoyen, ce n'est pas seulement que je partage avec lui des valeurs et une culture communes [...]. Ce qui le caractérise, c'est peut-être que j'en ai la charge, non seulement sur le plan matériel (solidarité), mais aussi sur le plan pédagogique : je me dois de le préserver de toutes les dérives, déviations et perversions qui l'entraîneraient loin des chemins de la démocratie et de la justice » (Galichet 2002, 115). La citoyenneté est ainsi, selon l'auteur, indissociable d'un sentiment de responsabilité éducative. Le sociologue Jean-Paul Payet distingue, quant à lui, deux formes de

citoyenneté : la citoyenneté politique et la citoyenneté pratique ou ordinaire, au sein de l'école (Audigier 2002, 456).

Selon les professeurs en sciences de l'éducation Massimiliano Tarozzi et Carlos Alberto Torres, le concept de citoyenneté a toujours été centré sur les notions d'unité et d'homogénéité, en opposition à la diversité et l'hétérogénéité.

Ils présentent deux définitions : la citoyenneté nationale et la citoyenneté moderne libérale. La citoyenneté nationale est, selon ces chercheurs, fortement caractérisée par l'appartenance à un État-nation, marquant ainsi une frontière claire entre celle et ceux qui possèdent une carte d'identité ou un passeport national et celle et ceux qui n'en détiennent pas. Ainsi, la citoyenneté nationale attribue un statut et un rôle incluant et excluant en même temps des droits et des responsabilités. Le concept de citoyenneté moderne libérale est, au contraire, défini comme un puissant individualisme résultant de l'étroit lien social suite à l'émergence de diverses cultures (Tarozzi et Torres 2016, 1-2).

Citoyenneté mondiale

La citoyenneté mondiale est un concept contesté dans les milieux scientifiques et l'expression « citoyen du monde » donne lieu à de multiples interprétations : « citoyen par-delà les frontières » ou « citoyen par-delà l'État-nation » (UNESCO 2015, 15).

Cherbir Bah, président du Groupe consultatif des jeunes pour l'éducation mondiale du GEFI cite : « En tant que citoyen, on détient des droits grâce à un passeport/un document national. En tant que citoyen du monde, ces droits sont garantis non pas par un État, mais par notre appartenance à l'humanité. Cela signifie que l'État n'est pas seul responsable du reste de l'humanité. Vous l'êtes également » (UNESCO 2015, 15).

Carlos Alberto Torres considère, quant à lui, que « La citoyenneté mondiale se caractérise par une compréhension des interconnexions mondiales et un engagement vis-à-vis du bien commun » (UNESCO 2015, 15).

Malgré ces différentes interprétations, l'UNESCO souligne que la citoyenneté mondiale n'implique pas un statut juridique, mais renvoie davantage à « un sentiment d'appartenance à une communauté plus large et à une humanité commune, et encourage ainsi un “regard mondial” qui relie l'échelle locale à l'échelle mondiale et l'échelle nationale à l'échelle internationale. Elle est également un moyen de comprendre, d'agir et de se situer par rapport aux autres et à l'environnement dans le temps et dans l'espace — moyen qui repose sur des valeurs universelles par son respect de la diversité et du pluralisme » (UNESCO 2015, 15).

La citoyenneté mondiale trouve, en réalité, son origine chez les Grecs. Le mot « citoyen du monde » est dérivé du mot grec *kosmopolities*. Dans la littérature, le cosmopolitisme est souvent utilisé comme synonyme de citoyenneté mondiale. Selon le professeur en sciences sociales William Gaudelli, « *Cosmopolitans address the significance of globalization in reshaping society through a robust notion of democracy coupled with a transcendent view of citizenship* » (Guajardo et Reiser 2016, 241). Leurs discours évoquent principalement les droits humains. Ils et

elles considèrent l'identité d'un-e citoyen-ne comme une dualité, honorant la personne-même et le concept universel d'humanité.

Les mouvements nés après la Seconde Guerre mondiale, en relation avec le développement, la multiculturalité, la paix et l'éducation mondiale, sont considérés comme les prédécesseurs des programmes de citoyenneté mondiale. Selon la chercheuse en sciences de l'éducation Hiroko Fujikane, ces quatre mouvements proviennent de la pensée selon laquelle « *understanding other people leads to the construction of a better world* » (Guajardo et Reiser 2016, 241). Cependant, elle ajoute : « *by the late 1980s, all four movements either faced contradictions with the national interest or had become the rhetoric of governments [...]. In the 1990s, the rhetoric began to shift to ideas of global education, globalization and global citizenship [...]. By the 2000s, there was enough interest in global citizenship programs to compel researchers to explore how to better understand, define, and establish such programs* » (Guajardo et Reiser 2016, 241).

La notion de citoyenneté mondiale s'est ainsi, peu à peu, imposée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans les discours des organisations internationales.

Cela signifie quelqu'un qui a un sentiment d'appartenance avec une communauté mondiale et une humanité commune plus large qui est en lien avec les autres et l'environnement, ce lien est fondé sur des valeurs universelles locales, nationales et universelles communes, qui contribue aux processus décisionnels pour assurer des changements en vue de dépasser les inégalités sociales, économiques et politiques qui existent entre les peuples, et afin d'offrir des mesures de protections à des solutions durables aux problèmes globaux.¹

Pour le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), le concept de citoyenneté mondiale englobe un ensemble de principes, de valeurs et de comportements par lesquels le développement démocratique et durable peut se concrétiser partout dans le monde. Il soutient la participation des citoyens à la vie publique, aux délibérations et aux interventions qui visent le bien commun, tout en tenant compte des conséquences locales et mondiales. Ce concept est à bien des égards une évolution naturelle de ce que signifie être Canadien dans un environnement mondial complexe en pleine évolution².

Éducation au développement durable

L'ONU par l'entremise de l'UNESCO s'est portée garante de répandre les principes et les finalités de l'éducation au développement durable (EDD) auprès de ses membres. Bien qu'il soit difficile de promouvoir un seul modèle éducatif étant donné les différences historiques et culturelles de chaque état, le cadre fourni par l'organisation supranationale englobe des enjeux planétaires. Alors qu'on parlait d'ERE dès les années 70 jusqu'à la fin des années 80, le développement durable s'est imposé comme une stratégie consensuelle et mondiale, bien qu'on adopte aujourd'hui de nombreuses interprétations du concept (Sauvé et autres, 2003).

Ainsi, l'éducation pour un avenir viable, au tournant des années 90, est venue adoucir la logique capitaliste du développement, prémisses portées par l'EDD (UNESCO, 2002). Cependant, ce n'est

¹ Harm-Jan Fricke & Cathryn Gathercole. *Monitoring Education for global Citizenship : A Contribution for Debate*, p. 11

² CCCI (2004). *Nouveaux horizons : Engagement des Canadiens comme citoyens actifs du monde*, 2004.

pas cette formule qui a été retenue à long terme, l'UNESCO concentrant ses efforts sur la promotion de l'EDD. Celle-ci a également une nomenclature assez variée, comme l'éducation *pour* le développement durable, *au service* du développement durable, *en vue* du développement durable ou *au* développement durable.

Cette pluralité des finalités montre qu'il n'existe pas de consensus actuellement admis par la communauté internationale. Les anglophones entretiennent un même débat autour des appellations et des finalités qui leur sont attribuées, si bien que l'EDD demeure tout aussi floue et évasive (Sauvé, 2007). Dans cet essai, c'est l'appellation du CMEC qui sera retenue; l'éducation *au* développement durable représentant la stratégie nationale.

Qui plus est, cette pluralité de définitions souligne l'importance et l'interconnexion des différents systèmes mondiaux, qu'ils soient économiques, environnementaux, sociaux ou culturels. L'EDD englobe ainsi en quelque sorte l'ensemble des thématiques qui y sont liés, comme l'environnement, la santé, la culture, les droits de l'homme.

L'EDD vise non seulement à s'ancrer à travers les programmes éducatifs de façon formelle, mais également un apprentissage qui s'échelonne au-delà des années scolaires, de façon informelle, dans les pratiques communautaires, professionnelles et familiales. On peut noter que c'est une éducation basée avant tout sur les besoins régionaux ou locaux, et propres à la culture de chaque nation (UNESCO, 2009).

Finalement, il est intéressant de noter que l'ERE s'est progressivement retirée du discours international en matière d'éducation mais est demeurée quand même présente; l'ERE joignant de facto la sphère environnementale du développement durable. De plus, l'ERE tend à être étouffée au profit des paradigmes économiques (Sauvé, 2007). Dans cet essai et au détriment de plusieurs chercheurs, l'EDD inclura l'ERE, puisque ses finalités, les valeurs qu'elle promeut ainsi que les compétences qui s'y rattachent sont communément incluses dans l'EDD et ses représentations internationales.

Aussi, les différentes initiatives pédagogiques qui sont issues de l'ERE peuvent fortement inspirer l'EDD et son incursion en territoire éducatif, surtout chez les jeunes (Stone, 2009). De ce fait, des initiatives liées à l'ERE passeront sous le couvert de l'EDD dans cette analyse qui se penchera sur les opportunités offertes aux écoles secondaires.

Les différentes initiatives d'EDD dans les écoles de par le monde convergent justement vers les mêmes idées et on y sent partout une forte préoccupation environnementale. Principalement, la conservation et la protection des écosystèmes, le développement juste et équitable à l'échelle planétaire, la transformation des systèmes éducatifs vers une logique de durabilité ainsi que la promotion d'habitudes de vie saines liées à la consommation (Stone, 2009).

Jean-Marc Lange de l'académie de Rouen, France, spécialiste de l'éducation, définit l'EDD comme un habitus, concept établi par Pierre Bourdieu et voit les finalités de l'EDD comme « un ensemble de schèmes déterminant la façon de penser et d'agir, une source de résistance, mais aussi de créativité et édifié inconsciemment au cours d'un parcours éducatif » (Lange, 2008, p.

2) On comprend donc que l'EDD vise à former des citoyens critiques, curieux et conscients de leur citoyenneté planétaire.³

Éducation au développement et à la solidarité internationale

Il n'y a pas une **définition** d'«éducation au développement». Toute signification dépend du sens que l'on attribue à ces deux mots-clés et cela a varié suivant le temps et l'espace. C'est avant tout un processus, un mouvement en évolution qui opère des liens entre plusieurs actions, entre plusieurs idées, entre plusieurs pays. Sa spécificité, par rapport à d'autres processus de formation, se situe dans son internationalité qui lui confère une puissante dynamique par l'apport d'arguments originaux, de nouvelles approches dans la connaissance et d'un contexte plus large.

Éduquer au développement, c'est changer, dès le plus jeune âge, un regard sur les pays du Sud, souvent misérabiliste et négatif, pour aller à la rencontre et valoriser les richesses culturelles et humaines et interroger les actions de solidarité internationale.

L'éducation au développement est une éducation dynamique, ouverte à la participation active et créative, orientée vers le changement et l'action. Sa démarche pédagogique peut se résumer par la formule : s'informer - comprendre – agir, éléments constitutifs de l'apprentissage de la citoyenneté.

L'éducation au développement peut donc être vue comme composante d'une citoyenneté responsable à dimension internationale. Il ne s'agit pas de choisir pour le citoyen, de lui imposer un type de réflexion et des attitudes à adopter mais de lui offrir la possibilité de remettre en question sa place dans la gestion de notre planète, de lui donner les moyens, par l'information, l'appel à la réflexion et à l'action de décider de ce qui est de nature à fonder un choix de citoyen du monde responsable et solidaire.⁴

Éducation au développement et à la solidarité internationale et éducation formelle

Si elle est déjà très présente dans des associations et ONG, le défi aujourd'hui pour l'éducation au développement et à la solidarité internationale reste cependant de franchir les portes de l'Éducation nationale.

Portant sur diverses thématiques, elle s'inscrit dans une **approche interdisciplinaire** qui peut aisément s'intégrer dans les matières déjà enseignées ou bien dans des dispositifs existants tels les Travaux Personnels Encadrés en lycée par exemple.

³ Pison, Maxime (2014). *L'éducation au développement durable : analyse critique et recommandations pour une généralisation dans les écoles secondaires au Québec*. Université de Sherbrooke.

⁴ Centre de documentation, d'animation et de formation sur le développement durable et la solidarité internationale (LA CASE). (2014). *L'éducation au développement et à la solidarité internationale : quelques principes et définitions*. RITIMO.

L'éducation au développement et à la solidarité internationale offre de plus aux professeurs l'opportunité de diversifier les modes de transmission des savoirs en s'appuyant sur des outils pédagogiques variés : vidéos, jeux de rôles, documentaires, expositions, échanges de correspondance, etc.⁵

Éducation aux droits humains

L'EDH désigne globalement le mouvement qui est né dès 1948 avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et qui s'est développé particulièrement lors de la décennie 1990 en vue de promouvoir la culture des droits de l'Homme auprès d'un large public. Plus particulièrement, l'EDH est l'ensemble des activités éducatives menées auprès des enfants et des jeunes en vue de développer des attitudes et comportements respectueux des valeurs humaines envers soi (autoestime, sens de la dignité) et envers les autres (altérité, etc.).

« On entend par enseignement des droits de l'Homme (EDH) les activités de formation et d'information visant à faire naître une culture universelle des droits de l'Homme en inculquant les connaissances, les qualités et les attitudes de nature à :

- renforcer le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ;
- assurer le plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité ;
- favoriser la compréhension, la tolérance, l'égalité des sexes et l'amitié entre toutes les nations, les populations autochtones et les groupes raciaux, nationaux, ethniques, religieux et linguistiques ;
- mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre ;
- contribuer aux activités des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix. »⁶

L'éducation aux droits de l'Homme englobe :

- les connaissances et compétences pour protéger les droits de l'Homme et en faire usage dans la vie de tous les jours ;
- les valeurs, attitudes et comportements qui sont le fondement des droits de l'Homme et qui doivent être renforcés ;
- les actions qui conduisent à l'adoption de mesures de protection des droits de l'Homme.

L'EDH a pour objectifs de faire connaître à chaque individu les droits inhérents à la personne humaine et de permettre qu'il puisse en bénéficier, y recourir, les revendiquer, le cas échéant, et contribuer à les protéger et à les respecter.⁷

L'Éducation aux droits humains est une activité volontaire et participative visant à donner aux personnes, groupes et organisations les moyens d'agir grâce à l'acquisition de connaissances, de

⁵ Centre de documentation, d'animation et de formation sur le développement durable et la solidarité internationale (LA CASE). (2014). *L'éducation au développement et à la solidarité internationale : quelques principes et définitions*. RITIMO.

⁶ Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme sur l'application du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'Homme (1995- 2004) – A/51/506/Add.1 – 12 décembre 1996

⁷ Organisation internationale de la Francophonie (2009). *L'éducation aux droits de l'Homme (EDH)*.

compétences et d'attitudes conformes aux principes relatifs aux droits humains universellement reconnus.

En tant que processus à moyen et long terme, l'Éducation aux droits humains cherche à développer et à intégrer les dimensions cognitives, affectives et psychologiques liées aux droits humains - et notamment l'esprit critique. Son objectif est de créer une culture qui favorise le respect des droits humains pour tous et l'action visant à les défendre et à les promouvoir.⁸

La clé de la définition de l'éducation aux droits de l'homme se trouve dans son objectif car, indépendamment de la méthodologie ou du contexte, elle vise toujours le développement d'une culture de droits de l'homme. Les composantes essentielles d'une telle culture peuvent donc renseigner sur les objectifs généraux d'une éducation aux droits de l'homme :

- renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- attachement à la dignité humaine, développement du respect de soi et des autres ;
- adoption de points de vue et d'attitudes porteurs de respect des droits de l'autre ;
- garantie d'une authentique égalité entre les sexes et de l'égalité des chances pour les femmes, dans tous les secteurs ;
- promotion du respect, de la compréhension et de l'appréciation de la diversité culturelle, notamment celles des différentes minorités ou communautés nationales, ethniques, religieuses et linguistiques;
- responsabilisation de chacun dans le sens d'une citoyenneté plus active ;
- promotion de la démocratie, du développement, de la justice sociale, de l'harmonie collective, de la solidarité et de l'amitié des peuples et des nations ;
- développement des activités des institutions internationales visant à l'instauration d'une culture de paix fondée sur les valeurs de portée universelle que sont les droits de l'homme, la compréhension au niveau international, la tolérance et la non-violence.⁹

Éducation à la communication non violente

On doit à Marshall B. Rosenberg d'avoir formalisé au début des années quatre-vingt, une méthode de communication interpersonnelle. D'inspiration rogérianne, la méthode se présente comme un mode d'expression et d'écoute favorisant des **attitudes constructives et positives** en vue de prévenir, aborder et résoudre des situations complexes ou conflictuelles, tant sur le plan personnel qu'au niveau professionnel ou politique.

Pour y arriver, Marshall Rosenberg nous invite à une **expression authentique** de soi et à une **écoute empathique** de l'autre, et propose un processus très simple dans son principe en même temps que complexe et puissant pour améliorer radicalement nos communications. Le processus nous aide à sortir du cercle vicieux de la colère, de la vengeance, du non-dit, de la recherche d'un bouc émissaire en nous permettant de reprendre toute responsabilité de nos sentiments et de nos actes.

⁸ Amnistie internationale. Éducation aux droits humains. Site web consulté le 3 juin 2019.

⁹ The European Youth Centre in Budapest (2010). *L'éducation aux droits de l'Homme, c'est quoi ?*

Par l'expression de nos besoins et une écoute empathique des besoins de l'autre, la *Communication NonViolente (CNV)* place la qualité de la relation au cœur du processus.

Selon Rosenberg, « *la Communication NonViolente engage à reconsidérer la façon dont nous nous exprimons et dont nous entendons l'autre. Les mots ne sont plus des réactions routinières et automatiques, mais deviennent des réponses réfléchies, émanant d'une prise de conscience de nos perceptions, de nos émotions et de nos désirs [...] Dans tout échange, nous sommes à l'écoute de nos besoins et de ceux de l'autre. La communication non violente aiguise notre sens de l'observation et nous incite à identifier les comportements et les situations qui nous touchent.*¹⁰

La CNV est un processus de communication pragmatique et efficace, qui permet d'être clair, cohérent et congruent dans la communication, tout en étant ouvert et dans la compréhension de l'autre. Cette approche favorise la coopération et la résolution de conflits.

La CNV est une approche qui enrichit et potentialise les autres démarches professionnelles de management et de communication. Elle est enseignée et appliquée dans de nombreuses institutions : entreprises, administrations, hôpitaux, structures sociales et éducatives.

C'est d'abord une invitation à reconsidérer notre façon de nous exprimer, d'écouter et d'entrer en relation. Nous avons en effet tous expérimenté des manières joyeuses et authentiques d'être en relation avec nous-mêmes et avec les autres. Nous vivons également des situations moins satisfaisantes où nous sommes en conflit et doutons de notre capacité à trouver avec l'autre une relation harmonieuse et constructive.

La CNV nous propose dans ces situations une trame pour maintenir le dialogue ouvert et découvrir que les solutions aux conflits émergent de la qualité du dialogue et de la sincérité de l'intention. Les grandes lignes en sont :

- repérer ce qui, dans notre manière de penser et de communiquer, génère de l'opposition ou, au contraire facilite la communication et désamorce les conflits ;
- clarifier ce que nous vivons, notamment les enjeux ou besoins, et établir nos priorités parmi eux ;
- s'exprimer de manière concise, avec des demandes claires ;
- décoder l'agressivité d'autrui, c'est à dire ne pas la prendre contre soi de manière à garder le dialogue ouvert ;
- écouter et développer une écoute empathique.¹¹

Éducation à la paix

L'UNICEF définit l'éducation pour la paix comme étant un « processus d'amélioration des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs nécessaires pour faire évoluer les comportements de façon que les enfants, les jeunes et les adultes parviennent à prévenir les conflits et la violence, tant ouvertement que structurellement; pour régler pacifiquement les

¹⁰ Communication non violente Belgique (2018). *Qu'est-ce que la CNV ?*

¹¹ Communication non violente France. (2019). *Qu'est-ce que la CNV ?*

conflits; et pour créer les conditions favorables à la paix, que ce soit sur le plan interpersonnel, intergroupes, national ou international. »

L'éducation pour la paix contribue à créer des milieux qui facilitent un apprentissage de qualité dans le respect des droits de l'enfant et des sexospécificités, tout en offrant de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité, une protection et un soutien scolaire. Une éducation de qualité qui se réclame de la paix produit des élèves qui savent lire, écrire et compter et qui ont acquis des compétences utiles : jugement critique, prise de décision, communication, négociation, résolution des conflits, capacité de faire face aux difficultés et contrôle de soi – autant de qualités applicables à des contextes spécifiques tels que la consolidation de la paix, la prévention de la violence, l'hygiène et l'assainissement, les pratiques de santé et de nutrition, la prévention du VIH/SIDA et la protection de l'environnement.¹²

Grâce à une éducation de qualité qui se réclame de la paix, les enfants et les jeunes sont armés pour prendre part à des changements constructifs aux niveaux local et mondial.¹³

Éduquer à la paix suppose de bien connaître la définition de la paix. « La paix, du latin *pax*, se définit comme un état de calme, marqué par une absence de perturbations ou de violences entre groupes humains. Cependant, la paix ne se limite pas à l'absence de conflits. Le terme englobe tout le processus dynamique, positif, et participatif qui favorise le dialogue et le règlement des conflits dans un esprit de compréhension et de coopération mutuelle. »¹⁴

Culture de paix : un idéal à mettre en œuvre

L'élaboration théorique de l'éducation à la paix repose sur les concepts de culture de paix et de culture de guerre. Ces termes sont préférés au traditionnel duel paix/guerre, car ils englobent le rôle actif des représentations sociales dans les rivalités entre deux groupes antagonistes. Les conflits entre personnes, groupes ou pays sont toujours issus de conflits d'idées, de valeurs ou de pouvoirs. Pour faire adhérer les populations à la dynamique de guerre, les belligérants s'appuient sur une propagande basée sur la haine et le rejet qui peut prendre plusieurs formes : racisme, discrimination, exclusion, préjugés, etc.¹⁵

La guerre ne serait donc qu'une construction sociale, qu'une culture de guerre. En s'appuyant sur cette définition, les acteurs de la paix en ont conclu que le message diffusé appelant au conflit doit pouvoir s'inverser.

La culture de paix, telle qu'elle est définie par les Nations Unies, comprend « *l'ensemble des valeurs, des attitudes, des comportements et des modes de vie qui rejettent la violence en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États* »¹⁶

¹² UNICEF. (2000). *Éducation pour la paix*.

¹³ Idem

¹⁴ Idem

¹⁵ De Beaumont, Mina (2009). *L'éducation à la paix ou la prévention des conflits*. Paris, France.

¹⁶ Résolutions des Nations Unies A/RES/52/13 : culture de la paix et A/53/243 : Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix

La culture de la paix ne peut s'établir durablement que lorsque les conditions suivantes sont réunies : un développement économique durable, le respect de tous les droits de l'homme, l'égalité femmes/hommes, la participation démocratique, le développement de la tolérance et de la solidarité. Elle comprend aussi la promotion active du pluralisme et du dialogue entre les différentes composantes de la société, le respect de l'Autre, de la dignité et du partage.

Pour mettre en œuvre cette culture de paix, l'éducation représente le moyen le plus pertinent pour sensibiliser les acteurs de la guerre et les populations touchées par des conflits à la dévaluation de la violence.¹⁷

Pour l'organisation suisse « Grains de la paix », **l'éducation à la culture de la paix**¹⁸¹⁹ est un enseignement qui développe les valeurs et compétences *humaines* des élèves, servant à prévenir la violence et la radicalisation, à favoriser la cohésion sociale et le bien-vivre ensemble en paix et à être attentifs aux besoins de la planète.

C'est une éducation à la vie qui renforce les compétences de chacun à agir humainement, à réfléchir avec justesse, et à construire avec détermination des relations mutuellement positives, bienveillantes et convergentes, dans leur vie et dans le monde.

L'éducation à la culture de la paix (ECP) vise plus *haut* que la gestion non-violente des conflits ou la prévention des guerres:

- L'ECP apporte des valeurs humaines et du sens aux élèves pour vivre et agir en harmonie.
- Elle renforce les compétences humaines, sociales, interculturelles et écocitoyennes des élèves dans leurs interactions.
- Elle leur apprend à agir proactivement en faisant preuve de discernement.
- Elle leur enseigne comment prévoir, prévenir et réfuter la violence, à comprendre que la discrimination et l'exclusion, mêmes inconscientes, peuvent engendrer la radicalisation.
- L'ECP forme les enseignants aux pédagogies et postures permettant de transmettre cette éducation.
- Elle est fondée sur une philosophie de la vie positive, joyeuse et dans l'unité.
- Elle a pour finalité la paix et la culture de la paix comme *normes*.
- L'ECP rend possible l'éducation de qualité, une meilleure réussite scolaire et une baisse de l'absentéisme.²⁰

¹⁷ De Beaumont, Mina (2009). *L'éducation à la paix ou la prévention des conflits*. Paris, France.

¹⁸ L'éducation à la culture de la paix est parfois encore appelée "éducation à la paix", par simplification, mais ce terme devient désuet et étroit, se rapportant au sens ancien de diffuser les valeurs de paix contre la guerre dans l'esprit des élèves.

¹⁹ Graines de paix (2016). *Culture de la paix*. Suisse.

²⁰ Graines de paix (2017). *Éducation à la culture de la paix*. Suisse.

Éducation internationale

Est un processus d'intégration d'une dimension internationale, interculturelle ou mondiale à l'objet, aux fonctions et aux modes de prestation de l'éducation. Elle est constituée de cinq (5) volets :

1. programmes pour étudiants internationaux,
2. projets et contrats d'éducation internationale,
3. éducation extraterritoriale et collaborations internationales,
4. mobilité internationale des étudiants, des membres des corps enseignants et des autres membres du personnel éducatif,
5. internationalisation de l'enseignement et de l'apprentissage. (Knight, J. (2003).²¹

Éducation relative à l'environnement et écocitoyenneté

[La Coalition Éducation – Environnement – Écocitoyenneté](#) est un regroupement d'organisations et de personnes mobilisées pour stimuler l'institutionnalisation et le plein déploiement d'une éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté au sein de la société québécoise, tant dans les milieux d'éducation formelle que dans les contextes éducatifs non formels. Dans son document « *Mobiliser les acteurs du changement : stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté : défis, visions et pistes d'action* »²², on propose, entre autres un ensemble de principes au fondement d'une éducation apte à relever les défis écologiques actuels.

L'éducation relative à l'environnement (ERE) est un véhicule essentiel pour nous conduire vers la société écoresponsable de demain.

Dans une société où les préoccupations quotidiennes détournent l'attention de ce qui nous entoure, il est important de prendre le temps de rappeler aux citoyens la présence de la nature, son état de santé, ses bienfaits pour eux, et les impacts de notre mode de vie sur sa survie à l'échelle à la fois locale et planétaire²³.

L'éducation relative à l'environnement a donc pour objectif d'offrir aux citoyens les données et les outils nécessaires pour choisir et agir de façon écoresponsable, de façon concrète, au quotidien.

L'éducation relative à l'environnement poursuit quatre objectifs précis :

- l'accroissement des connaissances en environnement,
- le développement d'attitudes favorables au respect de l'environnement et la promotion de valeurs propres à inspirer ces attitudes,
- l'acquisition de compétences susceptibles de contribuer à la protection de l'environnement,

²¹ International Education Manitoba (2009). *International Higher Education*. Updated Definition of Internationalization.

²² Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (2018). *Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté. Défis, visions et pistes d'action*. Québec, Canada.

²³ Enviro Éduc-Action (2019). *Pourquoi éduquer relativement à l'environnement et au développement durable ?*

- l'engagement personnel et communautaire dans des activités visant au respect de l'environnement.

Les agents en ERE proviennent de milieux divers : ils sont ou des enseignants, ou des animateurs, ou des guides, ou des conseillers de compétences diverses. Leurs objectifs, qui se trouvent définis dans la Charte de Belgrade adoptée en 1975, sont les suivants :

- **Prise de conscience** : aider les individus et les groupes sociaux à prendre conscience de l'importance de l'environnement et les sensibiliser aux problèmes relatifs à son respect et à sa préservation.
- **Enseignement de connaissances** : offrir, aux individus et aux groupes sociaux, un enseignement théorique et pratique des connaissances fondamentales sur l'environnement et les problèmes relatifs à son respect et à sa préservation.
- **Formation aux valeurs relatives à la protection de l'environnement** : amener les individus et les groupes sociaux à s'intéresser à l'environnement et les motiver à s'engager à le protéger et à l'améliorer.
- **Acquisition de compétences** : aider les individus et les groupes sociaux à acquérir les compétences nécessaires au diagnostic des problèmes de l'environnement et à leurs solutions.
- **Invitation à l'engagement** : offrir aux individus et aux groupes sociaux toutes sortes d'occasions de contribuer à la résolution de problèmes reliés à la protection de l'environnement.²⁴

Engager²⁵

Lier moralement quelqu'un, le placer dans une situation qui implique des choix et des responsabilités de sa part.

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) distingue l'engagement du public de l'ÉCM. L'engagement renvoie à un ensemble de processus et d'expériences qui permettent aux gens de passer d'une connaissance élémentaire des priorités de développement international et de développement humain durable à une compréhension des causes et des effets des problèmes à l'échelle mondiale, les incitant à intervenir personnellement en tant que citoyen informé.

Elle encourage la pleine participation des Canadiens à la lutte contre la pauvreté et elle ajoute une dimension internationale à leur compréhension des droits et des responsabilités des citoyens en les aidant à développer leur sens de la citoyenneté mondiale. Cette phrase élargit le sens des termes utilisés précédemment comme l'éducation en matière de développement, l'éducation planétaire et l'éducation du public, intégrant des éléments de citoyenneté mondiale en plus des activités de sensibilisation.

²⁴ Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (2001). *Le portrait de l'environnement du Centre-du-Québec*. Drummondville, 170p.

²⁵ Nassif-Gouin, Carine et Philippe Tousignant (2017). *Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) : Définitions, critiques et postures*.

Informer²⁶

Faire savoir quelque chose à quelqu'un, le porter à sa connaissance, le lui apprendre. Donner à quelqu'un des informations, des renseignements au sujet de quelque chose.

Exemple :

- Infolettre (n. de sympathisants)
- Site web (visiteurs uniques)
- Facebook (n. d'adeptes)
- Twitter (n. d'abonnés)
- Article sur le travail des volontaires dans les revues ou hebdomadaires
- Événements publics (FSM, journée thématiques, etc.)
- Envoi électronique à nos membres
- Kiosque d'informations (90% d'affluence)
- Etc.

Internationalisation de l'éducation²⁷

1. Processus institutionnel d'intégration des aspects internationaux et interculturels dans les diverses dimensions de la vie de l'établissement d'enseignement supérieur (enseignement, services, recherche).²⁸
2. Internationalisation de l'éducation est un processus de changement adapté pour rencontrer aux besoins individuels et aux intérêts de chaque entité d'enseignement supérieur (Jane Knight, 2014).²⁹

Exemple d'outils : mobilité des étudiants, exploitation du potentiel des TIC, formation à distance.

Critique : l'internationalisation comme « tout ce qui implique la mobilité internationale des étudiants et enseignants, des formations ou des établissements d'enseignement supérieur », utilisant parfois, comme synonyme, le concept « d'enseignement supérieur transnational » ou « transfrontalier ». ³⁰

²⁶ Nassif-Gouin, Carine et Philippe Tousignant (2017). *Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) : Définitions, critiques et postures.*

²⁷ Idem

²⁸ Cégep de Sherbrooke (2012). *Politique de l'internationalisation de l'éducation.*

²⁹ Knight, Jane (2014). *Internationalization of education.* University of Toronto.

³⁰ Martin, Eric (2014). *L'internationalisation de l'éducation, ou l'envers d'un buzzword à la mode.* Institut de recherche et d'informations socioéconomiques.

Participer³¹

Manifester un intérêt ou prendre part à une action.

Exemple :

- Participer à des événements rassembleurs (ex. : Marche Monde, etc.)
- Signer une pétition
- Réaliser une activité de plaidoyer
- Participer activement à nos projets (ex. Magasin du Monde)
- Réaliser des activités en appui de communauté pour un projet de développement durable
- Faire partie d'un comité de solidarité, d'un groupe campus ou d'une escouade
- Faire du bénévolat
- Publier sur Facebook (n. de partages)
- Publier sur Twitter (n. de retweet)
- Participer à un stunt
- Etc.

Pédagogie des opprimés

La pédagogie des opprimés a été développée par Paulo Freire, notamment dans son ouvrage Freire, Paulo (1974). « Pédagogie des opprimés ». Paris, France : Petite collection Maspéro. Ce penseur, militant et pédagogue brésilien est animé par un désir de conscientisation et d'une éducation révolutionnaire et émancipatrice. Voici une présentation synthèse de cette pédagogie http://www.sanstransition.org/wp-content/uploads/pedagogie_des_opprimes.pdf.

Savoir-agir, vouloir-agir et pouvoir-agir individuels et collectifs

Guy Le Boterf dans son livre *Construire les compétences individuelles et collectives explique que* « les compétences peuvent être considérées comme une résultante de trois facteurs : le savoir *agir* qui suppose de savoir combiner et mobiliser des ressources pertinentes (connaissances, savoir-faire, réseaux, ...) ; le *vouloir agir* qui se réfère à la motivation personnelle de l'individu et au contexte plus ou moins incitatif dans lequel il intervient ; le *pouvoir agir* qui renvoie à l'existence d'un contexte, d'une organisation du travail, de choix de management, de conditions sociales qui rendent possibles et légitimes la prise de responsabilité et la prise de risque de l'individu. »

Sensibiliser³²

Rendre quelqu'un ou un groupe sensible, réceptif à quelque chose pour lequel il ne manifestait pas d'intérêt.

³¹ Nassif-Gouin, Carine et Philippe Tousignant (2017). *Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) : Définitions, critiques et postures*.

³² Idem

Exemples :

- Atelier, conférence, panel
- Séance d'information des volontaires
- Visites dans les écoles par les agents
- Activités (expositions de photos itinérantes, de jouets, mobilisation-éclair, etc.)
- Activités avec nos partenaires
- Activités des escouades (bénévoles)
- Activités des comités de solidarité ou groupe campus
- Infolettre (estimation du n. de pers. qui clique sur les liens des infolettres en fonction du % moyen de clic sur l'année)
- Site web (n. de pers. ayant passé plus de 10 min. sur le site web)
- Facebook (n. de pers. qui ont « aimé » les publications)
- Twitter (n. de pers. qui ont « aimé » un de nos tweets)